

OUVERTURE DES 5^{èmes} OPEN DAYS

Bruxelles, 8 octobre 2007

DISCOURS DE MICHEL DELEBARRE, PRESIDENT DU COMITE DES REGIONS

- Seul le texte prononcé fait foi -

Madame la Commissaire, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs,

"Produire des résultats".

C'est ainsi que j'interprète le mot d'ordre de la semaine européenne des régions et des villes, les 5^{èmes} Open Days, que nous ouvrons aujourd'hui. C'est l'objectif que nous nous donnons pour les six ans qui viennent.

Mais entendons-nous bien, c'est aussi ce que les collectivités territoriales se sont efforcées de faire, depuis vingt ans que la politique de cohésion existe.

Accompagner les entreprises dans leurs restructurations, faciliter la reconversion et la formation professionnelle, promouvoir la création de nouvelles entreprises, stimuler l'innovation et la recherche, améliorer les conditions de vie de nos concitoyens, accroître la qualité des services collectifs, rendre les territoires plus accessibles et plus attrayants, lutter contre le chômage, la précarité et l'exclusion sociale, s'entraider et partager nos bonnes pratiques: ce sont autant de réussites à porter à l'actif des villes et des régions européennes; ce sont autant de défis à relever quotidiennement; ce sont autant de nouveaux efforts à produire.

Car s'il y a vingt ans, un Européen sur cinq vivait dans une région dont le produit intérieur brut était inférieur de 25% à la moyenne communautaire, aujourd'hui c'est

un sur trois. A cette époque, la politique de cohésion touchait 250 millions de citoyens européens dans 176 régions, aujourd'hui elle en concerne 490 millions dans 268. Son budget s'élevait à 5 milliards d'euros par an, maintenant il atteint plus de 40 milliards d'euros – ce qui nourrit d'ailleurs bien des convoitises. Si hier, la politique de cohésion répondait surtout à un impératif de convergence, aujourd'hui elle doit faire coup double: elle doit rester un puissant levier pour le rattrapage des régions les moins développées et, en même temps, elle doit doper la compétitivité européenne.

Nous entrons dans la phase opérationnelle de la nouvelle programmation, pour les 450 nouveaux programmes de développement nationaux, régionaux et de coopération territoriale. Or à la fin de l'été, les prévisions économiques ont été revues à la baisse pour certains Etats membres. Cela signifie que, pour que la création d'emplois et la croissance soient au rendez-vous, les régions et les villes vont devoir redoubler d'efforts dans la gestion des fonds structurels, dans l'animation de leur territoire et dans leur dialogue avec le secteur privé.

Face à ce défi supplémentaire, la détermination des collectivités territoriales, de leurs élus et de leurs agents reste intacte. J'en veux pour preuve l'audience toujours plus large que reçoivent les Open Days – un nouveau record avec 5000 participants cette année.

J'en veux aussi pour preuve le dynamisme des 102 membres de notre **Plateforme de suivi de Lisbonne**, dont 60 participeront activement aux Open Days. Leurs travaux et les informations qu'ils nous transmettent confirment que les stratégies régionales de développement font une très grande place à l'emploi, au soutien des entreprises, à l'amélioration de l'environnement et aux ressources humaines.

Autrement dit, leurs priorités sont parfaitement concordantes avec celles de la stratégie de Lisbonne.

Et elles ne s'arrêtent pas là. Elles investissent et mobilisent leurs populations pour trouver des réponses innovantes dans le domaine des énergies renouvelables, du changement climatique et du vieillissement démographique. Elles jouent le jeu et se projettent déjà dans ce que seront les défis des 10 prochaines années. Nous avons pris un pari au printemps 2006 et nous sommes en passe de le gagner.

Pourtant – et je dois faire ici une mise en garde – l'impatience des collectivités territoriales commence à croître face à l'inertie de leurs partenaires publics, notamment les autorités nationales qui continuent de ne pas les associer dans la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne. Au niveau européen, la dernière communication de la Commission n'est pas la hauteur de nos attentes: on n'y trouve pas une ligne sur ce qui se passe aux niveaux régional et local. Je trouve préoccupant que la Stratégie de Lisbonne soit encore présentée comme si elle n'était qu'une affaire entre administrations nationales et européennes. **L'Union européenne ne peut pas se permettre de négliger à ce point ce qui se passe sur le terrain:** le Comité des Régions le répètera haut et fort d'ici le prochain Sommet de printemps.

Cette année, les Open Days se tiennent quelques jours à peine après le Forum Cohésion, organisé à la suite de la publication du 4^{ème} Rapport sur la cohésion économique et sociale. Nous devons profiter de l'occasion qui nous est donnée cette semaine, pour prolonger la réflexion commune.

L'actualité européenne a tendance à nous pousser toujours vers l'avant et à anticiper les échéances. Toutefois, avant de nous projeter au-delà de 2013, nous avons intérêt

à bien comprendre ce que nous enseigne le 4^{ème} Rapport cohésion, car son objet principal est justement de répondre à la question "quels résultats ont été obtenus ?"

Ce rapport nous donne beaucoup d'indications sur la situation territoriale de l'Union européenne, sur l'évolution des disparités entre les pays et les régions, et sur les perspectives à venir. Il nous renseigne sur ce qui marche et sur ce qui marche moins bien, sur ce qu'il faudrait améliorer et peut-être inventer. Pour le Comité des Régions et pour toutes les collectivités territoriales, leurs élus et leurs praticiens, c'est un outil précieux et c'est pourquoi je voudrais insister sur les messages principaux que nous devrions en retenir.

Tout d'abord, l'effet de levier des fonds structurels est une donnée-clé qu'il nous appartient de renforcer dans les futurs programmes. L'an dernier, au Comité des Régions, nous avons conduit une étude pour montrer son importance sur la base d'exemples concrets tirés de l'expérience de nos membres. Avec elle nous avons fait la démonstration que la politique de cohésion est non seulement une politique de solidarité, mais aussi un formidable instrument de soutien à l'innovation et au progrès économique et social européen. Selon notre analyse, cet effet de levier peut encore s'accroître au cours de la période de programmation 2007-2013. Nous considérons que les principes de la politique de cohésion, éprouvés et affermis, ont été étayés par toute une série de mesures, telles que l'adoption d'une approche plus stratégique, l'allocation des fonds et leur concentration accrue dans des secteurs prioritaires, un cadre juridique plus propice à l'adoption de dispositifs de financement innovants, une mise en valeur des programmes de développement urbain, et enfin une meilleure coopération à l'échelon territorial.

Pour autant, rien n'est acquis. Il faut identifier comment améliorer l'efficacité des interventions dans les régions qui ne sont ni les plus en retard et ni les plus en difficulté, où persistent des poches de chômage, de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Il faut s'assurer que les régions les plus en retard disposent, quant à elles, des meilleurs dispositifs privés et publics pour utiliser efficacement les fonds disponibles.

Il faut aussi prendre à bras le corps le problème de la complémentarité entre la politique de cohésion et les autres politiques communautaires. C'est vrai de la politique de développement rural, de la politique énergétique, de la politique de recherche, de la politique agricole, de la politique des transports, etc.

Un autre apport du 4^{ème} rapport cohésion concerne la troisième dimension de la cohésion, c'est-à-dire la cohésion territoriale. Celle-ci est de moins en moins réductible à une question géographique, en raison des nouvelles tendances de mobilité des personnes et des entreprises. L'émergence de nouveaux centres de croissance en périphérie ou dans les nouveaux Etats membres va permettre contrebalancer le « noyau traditionnel » Londres- Paris- Milan- Hambourg. Toutefois, hors des régions-capitales qui prospèrent, on voit se développer soit la péri-urbanisation avec des effets négatifs sur l'environnement et sur la cohésion sociale dans les centres-villes délaissés, soit un déclin continu des zones rurales à dominante agricole.

Ces évolutions sont inquiétantes car il ne s'agit pas là de défis externes ou de conséquences néfastes de politiques sectorielles que nous devons assumer, mais des déviations que notre modèle de développement territorial génère tout seul. Le rééquilibrage centre-périphérie, la compensation des handicaps naturels et géographiques ne sont donc plus les seules justifications pour une politique de cohésion territoriale. Si l'on veut orienter l'Union européenne vers un développement durable, il va falloir aussi contrer les conséquences négatives de la concentration urbaine et des effets d'agglomération des entreprises.

A ma connaissance, la solution idéale n'existe pas encore, mais on peut en trouver quelques prémises dans l'Agenda territorial, qui a été adopté à Leipzig en mai dernier et qui sera rendu opérationnel au Conseil informel de Ponta Delgada en novembre prochain. En pratique, dans un futur proche, on ne peut pas exclure que les programmes de coopération territoriale soient sollicités pour apporter des réponses innovantes. Comme j'ai eu l'occasion de le dire à Lisbonne lors du lancement d'INTERREG IVC, ces programmes sont de formidables viviers d'expériences et le laboratoire de l'Europe: on peut y puiser à l'infini de bonnes idées, pour redonner du souffle à nos politiques. Pour ce qui regarde le Comité des Régions, les potentialités du GECT seront explorées en détail dans les mois à venir.

Enfin, il y a la révision budgétaire. Nous savons tous que la taille du budget de la politique de cohésion aiguise les appétits et que les propositions de renationalisation vont resurgir. Notre meilleure façon de désarmer nos adversaires sera de fournir des preuves irréfutables de **la mission d'intérêt européen remplie par la politique de cohésion**. Je préfère utiliser ce terme à celui de valeur ajoutée, que je trouve un peu réducteur, trop économique si je puis me permettre.

Pour le rendez-vous de 2009, nous devons nous mobiliser pour produire très vite des résultats tangibles. C'est l'un des objectifs que visent les Open Days: apporter l'assistance nécessaire à ceux qui en ont besoin, créer des opportunités de rencontres entre partenaires privés et publics, et renforcer l'esprit de solidarité entre les collectivités territoriales de l'Union européenne.

Le Comité des Régions ne cherche pas à esquiver le débat, au contraire. Il est demandeur d'une confrontation en pleine lumière, qui rende une image complète et fidèle des apports de la politique de cohésion, tant du point de vue de ses

réalisations concrètes, que de sa participation à l'intégration européenne dans le sens le plus vaste.

Mesdames et Messieurs,

D'ici jeudi soir, dans les 150 conférences et ateliers qui vous sont proposés, vous allez pouvoir partager des idées qui ont fait leurs preuves, vous allez pouvoir confronter des méthodes et rencontrer ceux qui deviendront peut-être vos partenaires au cours des 6 prochaines années. Vous reviendrez, je l'espère, dans vos villes et vos régions avec l'envie de faire mieux pour la croissance et l'emploi en Europe. Les Open Days sont devenus grâce à vous le plus grand rassemblement européen des villes et des régions. Leur croissance exponentielle depuis 5 ans confirme la force et le dynamisme de l'Europe locale et régionale, au service d'un projet ambitieux de cohésion, de compétitivité et de solidarité.

Je vous remercie de votre attention.